

515817-2026 - Wettbewerb

Frankreich – Dienstleistungen von Sicherheitsdiensten – 26V0481 - Missions de sûreté pour les manifestations évenementielles du Palais Nikaia

OJ S 142/2026 27/07/2026

Auftragsbekanntmachung – Sonderregelung

Dienstleistungen

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: VILLE DE NICE

E-Mail: marches-dgaea@nicecotedazur.org

Rechtsform des Erwerbers: Lokale Gebietskörperschaft

Tätigkeit des öffentlichen Auftraggebers: Allgemeine öffentliche Verwaltung

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: 26V0481 - Missions de sûreté pour les manifestations évenementielles du Palais Nikaia

Beschreibung: Marché à procédure adaptée - articles R.2123-1-3° et R.2123-2 du Code de la commande publique Missions de sûreté pour les manifestations évenementielles du Palais Nikaia à Nice

Kennung des Verfahrens: 137d6217-a7e9-4266-905f-7d0d5c823f8f

Interne Kennung: 26V0481

Verfahrensart: Offenes Verfahren

Zentrale Elemente des Verfahrens: Marché à procédure adaptée - articles R.2123-1-3° et R.2123-2 du Code de la commande publique. Missions de sûreté pour les manifestations évenementielles du Palais Nikaia

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 79710000 Dienstleistungen von Sicherheitsdiensten

2.1.2. Erfüllungsort

Postanschrift: Palais Nikaia à NICE

Stadt: Nice

Postleitzahl: 06200

Land, Gliederung (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Land: Frankreich

2.1.4. Allgemeine Informationen

Rechtsgrundlage:

Richtlinie 2014/24/EU

2.1.6. Ausschlussgründe

Quellen der Ausschlussgründe: Auftragsunterlagen

5. Los

5.1. Los: LOT-0001

Titel: Missions de sûreté pour les manifestations événementielles du Palais Nikaia

Beschreibung: Missions de sûreté pour les manifestations événementielles du Palais Nikaia.

Plus particulièrement, il s'agit d'assurer la sécurité et le gardiennage lors de diverses manifestations événementielles en extérieur ou sur sites fermés comme par exemple des congrès, des expositions, des concerts, des spectacles, etc. Accord-cadre avec bons de

commande Durée (hors reconduction) : 12 mois Nombre de reconductions éventuelles : 3

Montant minimum : 250 000,00 € HT - Montant maximum : 2 000 000,00 € HT Estimation : 505 331,64 € HT

Interne Kennung: 26V0481

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 79710000 Dienstleistungen von Sicherheitsdiensten

Zusätzliche Einstufung (cpv): 79713000 Bewachungsdienste

Optionen:

Beschreibung der Optionen: Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

5.1.2. Erfüllungsort

Postanschrift: Palais Nikaia à NICE

Stadt: NICE

Postleitzahl: 06200

Land, Gliederung (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Land: Frankreich

5.1.3. Geschätzte Dauer

Laufzeit: 12 Monate

5.1.4. Verlängerung

Maximale Verlängerungen: 3

5.1.5. Wert

Geschätzter Wert ohne MwSt.: 505 331,64 EUR

5.1.6. Allgemeine Informationen

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Auftragsvergabeprojekt nicht aus EU-Mitteln finanziert

Zusätzliche Informationen: A) Sélection des candidatures Agrément préfectoral du dirigeant de la société : L'agrément préfectoral du dirigeant délivré par le CNAPS : L'agrément du dirigeant délivré par le CNAPS (Conseil national des Activités Privées de Sécurité) en cours de validité, ou l'attestation permettant de démontrer que l'agrément est en cours. Dans ce dernier cas, le soumissionnaire devra fournir ce document au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre faute de quoi le marché ne pourra pas lui être attribué. Agrément préfectoral de la société : L'agrément préfectoral de la société délivrée par le CNAPS : L'autorisation d'exercer au nom de la société délivrée par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) ou l'attestation permettant de démontrer que la demande d'agrément est en cours. Dans ce dernier cas, le candidat devra la fournir au plus tard avant l'attribution du marché faute de quoi

le marché ne pourra pas lui être attribué. Chiffre d'affaire : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ce chiffre d'affaire est disponible. Au vu de l'importance et de la complexité du marché, seront éliminés les soumissionnaires ne justifiant pas d'un chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois (3) dernières années, supérieur ou égal à 500 000 euros dans le domaine de la sûreté événementielle. Liste des principaux services : Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. B) Eléments de l'offre LOT UNIQUE : Missions de sûreté pour les manifestations événementielles du Palais Nikaia - Acte d'engagement (à remplir et pouvant être signé) - Pièce financière unique - Cadre de Mémoire Technique C) Clauses sociales L'acheteur dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'action sociale. L'entreprise attributaire devra réaliser à minima une action qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières. L'article 11 "Conditions d'exécution sociale du marché - Clauses sociales" du CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en oeuvre de cette action.

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Auswahlkriterien: Auftragsunterlagen

5.1.10. Zuschlagskriterien

Beschreibung der anzuwendenden Methode, wenn die Gewichtung nicht durch Kriterien ausgedrückt werden kann: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution, et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11. Auftragsunterlagen

Sprachen, in denen die Auftragsunterlagen offiziell verfügbar sind: Französisch

Internetadresse der Auftragsunterlagen: <https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Adresse für die Einreichung: <https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Elektronischer Katalog: Nicht zulässig

Varianten: Nicht zulässig

Frist für den Eingang der Angebote: 10/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Dauer, während der das Angebot gültig bleiben muss: 4 Monate

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Elektronische Rechnungsstellung: Erforderlich

Aufträge werden elektronisch erteilt: nein

Zahlungen werden elektronisch geleistet: nein

Von einer Bietergemeinschaft, die den Zuschlag erhält, anzunehmende Rechtsform: Le présent contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques. Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Cette dernière disposition ne trouve pas à s'appliquer dans le cas de groupement d'opérateurs économiques dont les membres seraient des opérateurs économiques dont la solidarité serait impossible pour des raisons réglementaires (exemple professions d'avocats, contrôle technique, coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, etc...). Comme indiqué à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. Il est interdit de présenter pour le marché ou certains de ses lots plusieurs candidatures en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements.

5.1.15. Techniken

Rahmenvereinbarung:

Rahmenvereinbarung ohne erneuten Aufruf zum Wettbewerb

Höchstzahl der Teilnehmer: 1

Informationen über das dynamische Beschaffungssystem:

Kein dynamisches Beschaffungssystem

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Schlichtungsstelle: Tribunal administratif de Nice

Informationen über die Überprüfungsfristen: 1) le référé précontractuel (articles L551-1 à L551-12, et R551-12, et R551-1 à R551-6 du code de justice administrative) jusqu'à la signature du contrat 2) le référé contractuel (L551-13 à L551-23, et R551-7 à R551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 557-3 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt: VILLE DE NICE

Organisation, die einen Offline-Zugang zu den Vergabeunterlagen bereitstellt: VILLE DE NICE

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt: Tribunal administratif de Nice

Organisation, die Teilnahmeanträge entgegennimmt: VILLE DE NICE

Organisation, die Angebote bearbeitet: VILLE DE NICE

8. Organisationen

8.1. ORG-0001

Offizielle Bezeichnung: VILLE DE NICE

Registrierungsnummer: 21060088800015

Postanschrift: 5 rue de l'Hôtel de Ville

Stadt: Nice Cedex 3

Postleitzahl: 06300

Land, Gliederung (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Land: Frankreich

E-Mail: marches-dgaea@nicecotedazur.org

Telefon: 04 97 13 42 89

Internetadresse: <https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

Profil des Erwerbers: <http://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com>

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt

Organisation, die einen Offline-Zugang zu den Vergabeunterlagen bereitstellt

Organisation, die Teilnahmeanträge entgegennimmt

Organisation, die Angebote bearbeitet

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: Tribunal administratif de Nice

Registrierungsnummer: 17060005000026

Postanschrift: 18 avenue des Fleurs CS61039

Stadt: Nice cedex 1

Postleitzahl: 06050

Land, Gliederung (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Land: Frankreich

E-Mail: greffe.ta-nice@juradm.fr

Telefon: 04 89 97 86 00

Internetadresse: <https://nice.tribunal-administratif.fr>

Endpunkt für den Informationsaustausch (URL): <https://nice.tribunal-administratif.fr>

Rollen dieser Organisation:

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt

Schlichtungsstelle

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: 6b62a0d2-8d14-44e9-8208-7d3ba2fb3a6b - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Auftragsbekanntmachung – Sonderregelung

Unterart der Bekanntmachung: 20

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 23/07/2026 15:54:09 (UTC+02:00)

Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 515817-2026

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 142/2026

Datum der Veröffentlichung: 27/07/2026